

Protokoll Workshop 3

Quels changements sociaux et politiques pour encourager une alimentation durable et saine

Moderation: Jeremie Forney

Input: Jasime Lorenzini

Input

Le but de cet atelier est de se pencher sur la réponse souvent mentionnée face au problème du manque de durabilité du système alimentaire actuel : les consommateurs doivent changer leur consommation, car l'offre dépend de la demande. Avec cette réponse, la responsabilité est remise entièrement sur le consommateur, mais est-ce vraiment la seule solution et cette solution est-elle seulement raisonnable ?

La question de la responsabilité des consommateurs de faire les choix les plus durables et donc informés est abordée d'un point de vue des activistes du quotidien qui s'engagent pour un système alimentaire plus durable, mais aussi d'un point de vue sociologique, qui prend en compte ses contraintes. Ainsi, les choix individuels sont explorés, ainsi que leurs limites.

Nombreuses injonctions reposent sur les responsabilités individuelles des consommateurs. Cependant, ces choix sont contraints par la société, ses normes, ses valeurs, mais aussi par les préférences personnelles des consommateurs.

Les choix sont conditionnés par :

- l'offre (dans les lieux d'achats, mais dans le périmètre géographique du consommateur également)
- les préférences alimentaires personnelles
- le temps à disposition pour acheter et transformer la nourriture
- le prix des aliments en relation avec le revenu des ménages

Du point de vue des consommateurs engagés, nombreux sont ceux pratiquant le boycott, l'achat guidé par les valeurs. La propension à développer ce genre de comportement est influencée par le niveau d'éducation et le lieu de vie (urbain ou rural). Le genre ne joue actuellement presque plus aucun rôle (dans le passé, les femmes étaient plus engagées que les hommes).

Les motivations mentionnées pour le boycott par les consommateurs sont en premiers lieu la santé suivie de la régionalité puis l'environnement (puis d'autres).

À part le boycott, il existe d'autres pratiques de consommation alternatives, telles que l'agriculture contractuelle (paniers de légumes par ex.) où le producteur s'engage à délivrer des produits respectant des critères définis et où le consommateur paye à l'avance, la réduction de consommation de produits d'origine animale (et donc l'augmentation de l'offre de produits répondant à ses exigences) et l'autoproduction alimentaire partielle comme dans les jardins participatifs. Il existe aussi des solutions transversales comme le mouvement pour une agriculture paysanne et citoyenne de Genève.

Les objectifs de ces structures alternatives sont la promotion de la régionalité (se pose alors la question de la taille de la région concernée), la justice sociale (accès à la nourriture de qualité, salaire des producteurs), l'environnement et la santé. Les consommateurs semblent pour leur part plus sensibles aux arguments sur la santé et la régionalité que sur l'environnement et la justice sociale. Ces points de rencontre peuvent servir à créer une volonté de travailler ensemble (création de lieux de rencontre, favoriser la discussion entre les acteurs), ce qui permettrait une meilleure prise de conscience des difficultés et barrières des acteurs respectifs, afin de s'y adapter. Le lien social est une composante importante de ces structures, entre producteurs et consommateurs pour créer une valorisation du travail

par la reconnaissance de la qualité et l'appréciation du produit, mais aussi entre producteurs pour minimiser les rivalités et favoriser la collaboration et l'entraide.

Les raisons de Buycott peuvent-elles être influencées par les débats du domaine public ?

Il se pourrait mais les discours des producteurs n'insistent pas beaucoup sur la santé, alors que c'est la première raison des consommateurs, donc le lien entre les 2 discours n'est pas encore fait. Comme on a pu le voir avec les initiatives sur les pesticides, la santé est un élément clé pour toucher le grand public

Diskutierte Fragen

En tant que consommateur consommatrice quels sont les choix durables que vous faites au quotidien et qu'est ce qui faciliterait ces choix-là ?

Choix :

- Production locale (paniers, saisonnalité, proximité du lieu de vente et de production, ressortir de l'anonymité dans les filières, se tourner vers des circuits plus courts, associée avec la qualité de l'alimentation)
- Éviter les déchets

Facilitations :

- Accessibilité (pas facile de trouver les produits qui correspondent aux valeurs, avoir le temps de trouver et transformer les produits, avoir la possibilité de faire des achats centralisés)
- Aide pour la gestion de défis individuels, tels que le stockage, la taille des portions à disposition, une meilleure transparence et communication pour avoir des choix plus instruits, changer les habitudes en fonction des changements de consommation

En tant que producteur, politicien, etc. quelle réaction suscitent ces propositions ? Des craintes, de l'enthousiasme ?

Les politiques devraient instaurer des projets de soutien pour mettre en place des structures entre les producteurs et consommateurs pour faciliter l'accès aux produits locaux et durables. Aucun nouveau quartier ne devrait être développé sans réflexion sur son système alimentaire, les loyers des locaux commerciaux doivent prendre en compte un accès facile à une nourriture saine et durable aux habitants du quartier.

Sur la thématique des produits régionaux, une réflexion est nécessaire quant tensions entre divers objectifs : ce qui se vend bien, c'est souvent des produits animaliers, qui peuvent être moins sains et durables que des produits végétaux moins rentables.

Il faudrait développer des cahiers des charges plus strictes pour la production afin d'en améliorer la durabilité mais aussi offrir une meilleure plus-value aux producteurs, grâce au développement de circuits courts par exemple.

Il faudrait beaucoup plus parler (partout) des liens entre nos systèmes alimentaires non durables et la suprématie masculine, mettre en évidence les mécanismes de renforcement de la masculinité destructeurs pour l'environnement (tels que la surconsommation alimentaire et particulièrement la viande, l'amas de bien, l'individualisme, la violence, l'impression de disposer de la vie des moins puissants, la vision réductionniste de systèmes holistiques et ainsi de suite), afin de lancer une réflexion de base sur nos moyens de fonctionner et virer plusieurs choses pourries et liées d'un coup. Surtout que souvent, les tâches de diversification de la production agricole retombent sur les femmes, qui sont souvent déjà bien occupées. Ce report de la charge de travail supplémentaire se retrouve d'ailleurs aussi au niveau des modes de consommations alternatifs (achat, préparation...).

Les valeurs culturelles, symboliques et les imaginaires nocifs pour l'environnement doivent être déconstruits. Les cantines scolaires peuvent avoir un rôle à y jouer, elles peuvent aider à changer les habitudes (passer le repas à base de viande de la norme à l'exception).

Les discours sont de plus en plus clivants, contre la production animale alors que la réalité est nuancée et complexe, particulièrement dans le cadre de l'arc alpin où l'élevage est lié à

une biodiversité particulière. Les personnes ne sont pas prêtes à faire l'effort de prendre cela en compte, il faut faire attention à ne pas basculer vers une réalité pas meilleure de tout végétal avec import et impact. Comment sortir de ces discours, comment bien informer les gens ? L'éducation joue un rôle important en sensibilisant les jeunes à comprendre le système alimentaire (comme le lien entre la viande et la mort des animaux). Il faut remettre en question le système éducatif enfermé dans la classe et plus aller vers des expériences. Il existe des différences entre les systèmes et manières de produire et il ne faut pas tout mettre dans le même panier, il ne faut pas oublier que les gens sont des humains avec des côtés égoïstes et des besoins aussi de valorisation personnelle.

Il faut remettre en question les temps politiques qui mettent trop la pression sur les élus et ne leur permettent pas d'entreprendre de grandes actions, ainsi que les médias qui courent après l'argent et donc la publication et lecture massive et sont donc moins regardant sur la qualité du contenu ou son impact possible sur les lecteurs, les déformations de la réalité qu'ils génèrent et leurs conséquences.

Voir que les consommateurs prennent à cœur les questions de durabilité et régionalité donne du courage.

Quelles sont les motivations à changer dans la bonne direction du côté de la production ? Il est difficile de changer pour les producteurs car ils ont des contraintes environnementales et abiotiques, il est important de faire une production adaptée au site. En Suisse, beaucoup de surfaces sont adaptées à la production de viande, ce qui n'est pas en contradiction avec les conseils des nutritionnistes qui sont rares à préconiser un arrêt total de sa consommation.

Même dans les lieux de production adaptés à la production végétale, les animaux ont leur place dans les cycles de nutriments. Cette information ne semble pas avoir passé chez les consommateurs.

En tant que consommateur, même si on a envie de faire des choix informés, il est difficile d'accéder à l'information et de la pondérer. On pourrait rêver d'un label, type NutriScore, qui intégrerait toutes les dimensions de la durabilité (par exemple avec un diagramme spiderweb). Mais même le développement d'un outil ne permet pas de répondre à cette question de responsabilité sur les consommateurs. Qu'en est-il du reste de la chaîne, pourquoi conserver la question du choix du consommateur comme valeur intouchable ? Il faudrait promouvoir les bonnes pratiques, mettre en place des cadres pour faciliter les filières plus courtes et durables et réfléchir aux innovations possibles.

Key message

Alors qu'une partie des producteurs et des consommateurs semblent avoir des préoccupations similaires quant à la durabilité de nos systèmes alimentaires, la situation ne semble pas s'améliorer rapidement et les structures plus durables restent marginales. Le consommateur peine à faire un choix d'achat informé, ballotté entre les lobbies agroalimentaires et les médias attirés par les chiffres et il semble qu'aucun outil de soutien aux achats informés ne pourrait prendre en compte toute la complexité de la situation réelle. L'éducation à l'école pourrait aider mais ne semble pas une priorité pour le moment. Les politiques ne semblent pas prendre leurs responsabilités de soutien aux consommateurs et producteurs dans la mise en place de systèmes plus durables, car la prise en compte de cet aspect dans d'autres domaines tels que le développement urbain ou la restauration collective semble limitée. Ils ne mettent pas non plus en place de restrictions ou normes environnementales pour la transformation ou la distribution. Une remise en question du système dans son ensemble semble donc impérative et le féminisme semble apporter de nombreuses pistes de réflexion intéressantes dans ce sens.